

BUDGET SUPPLEMENTAIRE

INTERVENTION DE DANIEL DUBOIS PRESIDENT DU GROUPE CENTRE ET NON-INSCRITS CLÔTURE DU BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2010 Vendredi 2 juillet 2010

Monsieur le Président,
Mes Chers Collègues,

Nous voici au terme de l'examen du budget supplémentaire 2010 qui ne nous laissera pas de bons souvenirs.

Plus le temps passe, plus nous constatons une détérioration de l'esprit démocratique qui régnait autrefois dans cette assemblée.

J'en veux pour preuve les propos de monsieur Maisse laissant entendre, sans aucune preuve, que notre collègue et ami Philippe Cheval serait responsable du déficit de l'Historial. De telles affirmations sont d'une particulière gravité. Elles émanent en plus d'un vice-président sensé connaître ses dossiers. Elles laissent planer des doutes insupportables. C'est ainsi que des rumeurs nauséabondes partent. Nous vous demandons, monsieur le président, de condamner publiquement les propos de Monsieur Maisse. Si vous ne le faites pas, nous serions amenés à considérer que vous n'assurez pas le respect du règlement intérieur et nous saurons bien entendu en tirer les conclusions qui s'imposent.

Une autre preuve, nous avons déposé des vœux pour assurer la sécurité juridique de nos décisions. L'un concerne le fonds exceptionnel pour les services à domicile, l'autre vise le fonds social cantine. Dans un cas comme dans l'autre, les élus que nous sommes, vous comme nous, sur tous les bancs, n'avons pas eu la possibilité de voter des critères. Non, monsieur le président, ces critères ne sont pas du pouvoir de l'exécutif, mais du pouvoir du délibératif. Je rappelle la règle datant de 1982 : les services préparent et exécutent, les élus décident. Or là, les élus sont priés de ne pas décider. Et quand le délibératif est privé volontairement de ses pouvoirs propres, comment appelle t'on ces régimes politiques ? Je sais que vous êtes un démocrate, monsieur le président, mais là, vous vous devez, à ce titre et au nom de la démocratie, d'intervenir pour rétablir la légalité.

.../...

Une troisième preuve, et celle ci n'est malheureusement pas nouvelle. Quand nous présentons des vœux ou des observations sur les conséquences des décisions de la région sur les politiques du conseil général, vous nous dites que ce n'est pas de notre compétence et vous refusez de les faire étudier, ou alors, vous les cuisinez à votre sauce piquante. Dans le même temps, sans que ce soit plus de notre compétence, vous n'avez de cesse de présenter des motions contre le gouvernement. Deux poids, deux mesures. Nous le vivons comme une profonde injustice pour ne pas dire du mépris à l'égard de notre travail et des habitants de nos cantons.

Une quatrième preuve, le débat intéressant sur les éoliennes off-shore. Un vœu du groupe Somme à gauche qui était en fait un amendement, un rapport sur l'économie, une réunion de travail et un débat épique mercredi. Quel dommage que sur un sujet aussi important, que vous n'ayez pas entendu les avis de nos collègues du littoral ne serait-ce qu'en prenant le temps de la concertation comme cela vous a été suggéré par les élus divers gauche. Ce n'est pas ainsi que vous obtiendrez l'unanimité sur des sujets d'une telle importance. C'est vraiment dommage. Encore une fois, monsieur le président, vous n'avez pas fait ce qu'il fallait pour obtenir le consensus nécessaire. Quel dommage pour le département de la Somme et pour ses habitants !

A mon avis, à notre avis, tout ceci a sans doute une explication, celle d'une majorité divisée. J'en veux pour preuve toutes les interrogations de notre collègue Stoter sur les rapports du social. Je ne vais pas m'en plaindre ! J'en veux aussi pour preuve notre collègue Têtu qui dénonce le canal Seine Nord défigurant les paysages et dans le même temps, vote le contournement de Péronne parallèle au canal ! Encore un grand écart et il n'est pas le seul !

Tout cela éclipse totalement les rapports du budget supplémentaire. Il n'y avait déjà pas grand chose à en dire, à quelques exceptions près. Mais je crois qu'il est plus important de parler du fonctionnement démocratique de notre assemblée, qu'il est plus important de vous alerter sur sa détérioration. Et, à chaque fois, ce n'est pas de notre fait ! Cela augure mal, vraiment mal, des travaux qui nous attendent au DOB et au BP pour 2011.

Alors, nous avons recherché dans les 3 schémas, dans la délégation des aides à la pierre et quelques autres rapports, des motifs pour changer d'opinion sur vos choix budgétaires. Nous n'avons rien trouvé !

Par conséquent, nous sommes contraints de voter contre ce budget supplémentaire.